

BARRAGE DES SETTONS (58) Travaux d'inspection du système de drainage du masque Levy, d'auscultation et nettoyage (article R2123-1 du code de la commande publique) Marché de travaux	
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	

Référence du marché

DDT58_SGL_INSPECTIONS_2026

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État – Préfète de la Nièvre

Représentant du pouvoir adjudicateur

M. le directeur départemental des territoires de la Nièvre

Cité Colbert, rue Simone Veil

BP 20069

58028 NEVERS Cedex

Téléphone : 03 58 12 65 89

Numéro de consultation : DDT58_SGL_INSPECTIONS_NETTOYAGE_2026

Procédure de passation : Procédure adaptée

code CPV : 45247212-9 -Travaux barrage

Date et heures limites de remise des plis : 20/03/2026 12h00

Objet de la consultation

LA PRÉSENTE CONSULTATION CONCERNE LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE DIAGNOSTIC DU SYSTÈME DE DRAINAGE DU MASQUE LEVY ET DE SON NETTOYAGE

Table des matières

1. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.1. Objet du marché.....	5
1.2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1.3. Intervenants.....	5
1.3.1. Représentation de l'acheteur.....	5
1.3.2. Représentation du titulaire.....	5
1.3.3. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	6
1.3.4. Maîtrise d'œuvre.....	6
1.3.5. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS).....	6
1.3.6. Clauses environnementales.....	6
1.3.7. Gestion des intempéries.....	6
1.3.8. Règlement des litiges.....	6
1.3.9. Certificat de cessibilité.....	6
1.3.10. Devoir d'information et de conseil.....	6
2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	7
2.1. Pièces particulières.....	7
2.2. Pièces générales/contractuelles.....	7
3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	8
3.1. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	8
3.1.1. Dispositions générales.....	8
3.1.2. Modalités de règlement des comptes.....	8
3.1.2.1. Les modalités du règlement des comptes du marché.....	8
3.1.2.2. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires.....	8
3.1.2.3. Approvisionnements.....	9
3.1.2.4. Répartition des dépenses communes de chantier.....	9
3.2. Variation dans les prix.....	9
3.2.1. Mois d'établissement des prix du marché.....	9
3.2.2. Choix de l'index de référence.....	9
3.2.3. Modalités d'actualisation des prix.....	9
3.2.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	10
3.3. Modifications des marchés.....	10
4. DÉLAI DE RÉALISATION - PÉNALITÉS ET RETENUES.....	10
4.1. Délai de réalisation.....	10
4.2. Prolongation des délais d'exécution.....	10
4.3. Pénalités pour retard d'exécution.....	11

4.3.1. Pénalités pour retard d'exécution.....	11
4.4. Autres pénalités.....	11
4.4.1. Pénalités pour non-respect des engagements en matière de protection et de préservation de l'environnement.....	11
5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	11
5.1. Avances.....	11
6. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES..	12
6.1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	12
6.2. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	13
6.3. Piquetage général.....	13
6.4. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	13
7. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	13
7.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	13
7.2. Etudes d'exécution des ouvrages.....	13
7.3. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	14
7.3.1. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	14
7.3.1.1. Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants.....	14
7.3.2. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	15
7.3.3. Dégradations causées aux voies publiques.....	15
8. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....	15
8.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	15
8.1.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	15
8.2. Réception.....	15
8.2.1. Réception des ouvrages.....	15
8.3. Documents fournis après exécution.....	15
9. RÉSILIATION.....	16
10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	17

1. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de l'inspection et du nettoyage du système de drainage du masque Maurice Lévy du barrage des Settons. Il est situé dans la Nièvre (58) sur la commune de Montsauche-les-Settons.

1.2. Décomposition en tranches et en lots

L'opération de travaux n'est pas allotie.

L'opération est découpée en tranches. Elle comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Tranche ferme :

L'installation de chantier

L'inspection de l'ensemble des drains des puits Maurice Lévy

Tranche optionnelle 1 :

Le nettoyage des drains des puits Maurice Lévy et de leurs exutoires le nécessitant et une inspection de confirmation, afin d'assurer la pérennité du masque Maurice Lévy.

L'opération ne comporte pas de variante et les variantes à l'initiative de l'entreprise sont interdites.

1.3. Intervenants

1.3.1. Représentation de l'acheteur

Représentant du Pouvoir Adjudicateur dénommé dans le présent document Maître d'ouvrage (MOA) : Direction départementale des territoires de la Nièvre, représentée par M. Laurent KOMPF, directeur départemental.

1.3.2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné qui devra être validé par le pouvoir adjudicateur.

Une adresse courriel est indiquée par le titulaire dans son offre, elle servira à l'acheteur pour tous les échanges ultérieurs.

1.3.3. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

1.3.4. Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre est assurée par la Direction départementale des territoires de la Nièvre, représentée par Mme Rachel ALLO.

1.3.5. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Les travaux seront soumis à plan de prévention sans coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS). Néanmoins, un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé sera recruté par le maître d'ouvrage.

1.3.6. Clauses environnementales

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour :

La réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux, les mesures de protection du cours d'eau.

1.3.7. Gestion des intempéries

En complément de l'article 18.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1.3.8. Règlement des litiges

Le tribunal administratif compétent est :

Tribunal administratif de Dijon
22 rue d'Assas BP 61616
21016 Dijon Cedex

1.3.9. Certificat de cessibilité

Le maître d'ouvrage remet également au titulaire, à sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

1.3.10. Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;

- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes et en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévaut l'ordre de priorité ci-après :

2.1. Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement et ses annexes éventuelles, en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi.
- Bordereau des prix

2.2. Pièces générales/contractuelles

Les documents applicables sont :

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 31 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3.3.1 du présent CCAP ;

3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.1.1. Dispositions générales

Les prix du marché sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché et notamment :

- Des contraintes et sujétion d'exécution précisées au CCTP,
- Incidences de l'exploitation des ouvrages pendant les travaux,
- Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.
- Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.
- Dans les 48 heures à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :
- Une décomposition de tous les prix forfaitaires ,

- Un sous-détail de tous les prix unitaires.

3.1.2. Modalités de règlement des comptes

3.1.2.1. LES MODALITÉS DU RÈGLEMENT DES COMPTES DU MARCHÉ

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions du CCAG.

Le décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles 6 et 8 ou 12 et 13 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3.1.2.2. MODALITÉS DE PAIEMENT DES AVANCES, ACOMPTES, SOLDE ET INDEMNITÉS - INTÉRÊTS MORATOIRES

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'œuvre.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général et définitif par le maître de l'ouvrage.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

La demande est adressée par voie dématérialisée sous CHORUS PRO :

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Chaque facture devra faire référence au numéro du marché ainsi qu'à l'Engagement Juridique situés sur la page de garde de l'acte d'engagement notifié à l'entreprise.

3.1.2.3. APPROVISIONNEMENTS

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

3.1.2.4. RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3.2. Variation dans les prix

Les prix sont fermes actualisable.

3.2.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

3.2.2. Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est : **TP02 – Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation.**

Il est publié sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr>).

3.2.3. Modalités d'actualisation des prix

Le coefficient de actualisation C_n applicable est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times I(n)/I_0$$

avec I_0 = valeur de l'index de référence prise au mois d'établissement des prix
 $I(n)$ = valeur du dernier index de référence paru

Les prix sont actualisés dans le cas où la notification du marché interviendrait plus de 3 mois après l'offre des prix.

3.2.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

3.3. Modifications des marchés

En application des articles R2194-2 à 9 du code de la commande publique, des modifications pourront être apportées au contrat par l'acheteur.

4. DÉLAI DE RÉALISATION - PÉNALITÉS ET RETENUES

4.1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4.2. Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours ouvrés constatés par le maître d'œuvre :

- Soit lorsque les phénomènes naturels empêchent l'exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée ;

- Soit lorsque tout travail a été arrêté pendant la journée considérée à cause des conséquences des intempéries, empêchant ainsi l'exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée ;

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou de phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par décision du RPA.

Les jours d'intempéries sont comptés comme le nombre de jours pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

- Neige : 5 cm de neige fraîche au démarrage du chantier, applicable dès le premier jour
- Gel : Inférieure à 0°C à 10 heures, applicable dès 2 jours consécutifs
- Pluie : 15 mm en 1h, applicable dès le premier jour

Pour des phénomènes inférieurs aux seuils définis, des journées d'intempéries pourront être accordées à l'entrepreneur après justification de celui-ci de l'impossibilité d'exécuter les travaux et constatation du maître d'œuvre.

Il est précisé que le décompte des journées d'intempéries est exprimé en jours ouvrés.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

4.3. Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'aucune mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4.3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.1 et 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière sans montant mini d'exonération de **150 € HT** (cents cinquante euros)

4.4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'aucune mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4.4.1. Pénalités pour non-respect des engagements en matière de protection et de préservation de l'environnement

En cas de non-respect des mesures définies, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **1 000 €** (mille euros) hors taxes.

5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. Avances

Une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles R2191-3 à 19 du Code de la commande publique, à un pourcentage du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le montant de l'avance est fixé à 10 %. hors petite et moyen entreprise conformément à l'article 10,1 Option A du CCAG Travaux

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement à compter de la date de notification du marché ou de la décision d'affermissement de la tranche considérée.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire. L'avance sera reprise en totalité lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 70 % du montant initial TTC du marché, si le montant de l'acompte concerné le permet.

Dans le cas contraire, le solde à reprendre sera prélevé sur l'acompte suivant, étant entendu qu'en application de l'article R2191-12 du Code de la commande publique, il devra être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Conformément aux articles R2193-17 à 21 du Code de la commande publique du 01/04/2019, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

6. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

6.1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Les DICT sont à la charge de l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerá avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants.

Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de sept jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT par voie dématérialisée et 9 jours (hors jours fériés) par voie physique. En cas de non réponse, passé ce délai, l'entreprise de travaux pourra faire une lettre de rappel en LRAR.

Sans réponse à cette demande sous 48 h après la date de réception, elle pourra commencer les travaux uniquement en cas de réseaux non sensibles.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

6.2. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Dans le cadre de la déclaration de travaux, si des réseaux sont déclarés sensibles ou de classe B et C, le titulaire devra procéder aux investigations complémentaires préalables à la réalisation des travaux.

6.3. Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre, pour l'ensemble des ouvrages prévu au marché.

6.4. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages : canalisations et réseaux

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le Code de l'Environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du Code de l'Environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'opérateur économique titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

7. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

7.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3 de l'Acte d'Engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations décrites dans le CCTP.

7.2. Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre. Le contenu des documents à remettre est détaillé au CCTP.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents **sont fournis sous forme de fichier informatique** dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, les autres documents, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

Les documents d'exécution seront remis au maître d'œuvre dans les conditions prévues au CCTP.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

7.3. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants.

7.3.1. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application et également aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au maître d'œuvre un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le titulaire communique :

- Le Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandée par le MOE;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

7.3.1.1. OBLIGATION DU TITULAIRE VIS À VIS DE SES SOUS-TRAITANTS

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

7.3.2. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du service compétent concerné.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (IISR), définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

7.3.3. Dégradations causées aux voies publiques

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du CCAG qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes :

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

Par ailleurs le titulaire supporte également toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur le domaine public fluvial artificiel.

8. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

8.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

8.1.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

8.2. Réception

8.2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments prévus aux CCTP.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du CCTP.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

8.3. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé au CCTP.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le DOE complet est remis au maître d'œuvre au plus tard **15 jours** après la réception des travaux, dans les conditions prévues au CCTP.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, **en sous la forme de fichiers informatiques**. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites .

9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50 du CCAG.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à aux articles R2143-6 à 10 du Code de la commande publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à 5 du Code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L2141-7 à 11 du Code de la commande publique.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L2195-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5 %.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du Travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Document et article dérogeant à	Article(s) du CCAG
CCAP 2	4.1 du CCAG
CCAP 4.3.1	19.2.1 et 19.2.3 du CCAG
CCAP 6.4	27.3.1 du CCAG
CCAP 7.2	29.1.4 du CCAG
CCAP 7.3.3	34.1 du CCAG
CCAP 8.2.1	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 8.3	40 du CCAG
CCAP 19	50 du CCAG